

Nouvelle ministre de l'Éducation : l'UNSA Éducation toujours en désaccord avec le projet



L'UNSA Éducation reçue en délégation par la nouvelle ministre de l'éducation, Amélie Oudéa-Castera, a fait part de son désaccord fondamental avec la politique éducative menée dans le cadre du "choc des savoirs" et des mesures annoncées par Gabriel Attal le 5 décembre. Mixité sociale, inclusion et attractivité de TOUS les métiers de l'éducation sont les trois priorités que notre fédération a exposé à la nouvelle ministre.

Une délégation de l'UNSA Éducation a rencontré la nouvelle ministre de l'éducation nationale, Amélie Oudéa-Castera, cet après-midi. La ministre est revenue sur la **polémique et ses propos** pour justifier la scolarisation de ces enfants au collège Stanislas, **les regrettant et affirmant son attachement à l'École publique**. Pour notre fédération, **ces propos sont désastreux sur le fond pour l'École publique et ses personnels**. De plus, **ils empêchent de s'occuper des vraies urgences de l'École**, et donc de traiter trois sujets majeurs pour notre système éducatif : **la mixité sociale en posant la question de la responsabilité de l'enseignement privé, l'inclusion et enfin l'attractivité des métiers**.

Ce dernier enjeu est essentiel pour le fonctionnement des écoles, collèges et lycées publics. Il intègre à la fois la problématique des conditions de travail et notamment la taille des classes, l'aménagement des locaux ou encore la baisse de la pression sur les résultats. L'attractivité implique aussi une meilleure gestion des ressources humaines et une prévention des risques psycho-sociaux.

La question des **rémunérations est enfin essentielle pour TOUS les métiers**. L'UNSA Éducation dénonce la logique délétère du Pacte quand une partie de la revalorisation est liée à un accroissement de la charge de travail, alors que c'est un problème croissant de l'institution scolaire, dénoncé par les personnels dans la dernière édition du baromètre des métiers de l'UNSA Éducation.

L'UNSA Éducation a exprimé son **désaccord fondamental** avec les mesures annoncées dans le cadre du « **choc des savoirs** », où le « bon sens » supposé est démagogiquement mis au même niveau que les travaux de recherche. Cette vision passéiste et conservatrice de l'École renonce à l'ambition de démocratisation et va accroître les déterminismes sociaux dans l'orientation. Les injonctions sur l'organisation des classes, le choix des manuels et l'utilisation de telle ou telle méthode pédagogique nient l'autonomie professionnelle des différents métiers de l'éducation, qui est pourtant un levier important pour agir sur l'attractivité des métiers. C'est pourquoi l'UNSA Éducation combattra cette politique éducative de toutes ses forces.

Frédéric MARCHAND, secrétaire général de l'UNSA Éducation

A Ivry sur Seine, le 15 janvier 2024